Humanités environnementales : sciences, arts et citoyennetés face aux changements globaux

actes n° 1 | 2024
Humanités environnementales : sciences, arts et citoyennetés face aux changements globaux. Actes du colloque organisé à Montpellier les 5-7 octobre 2021

La pratique des chjame-operate en Corse

Cadrage pour penser une activation des solidarités traditionnelles qui réinstaure des « communs » en milieu rural

Muriel POLI

Hélène MELIN Maître de conférences
Institut de Sciences Sociales
CLERSE UMR CNRS 8019
University of Lille

Édition électronique :
URL :
https://humanites-environnementales.numerev.com/articles/actes-1/2390-la-pratique-des-chjame-operate-en-corse
DOI : numerev_2231
Date de publication : 14/11/2024

CertiScience© *Certifié évalué par les pairs*

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : POLI, M., MELIN, H. (2024) La pratique des chjame-operate en Corse. *Humanités environnementales : sciences, arts et citoyennetés face aux changements globaux*, (actes n°1). https://doi.org/10.34745/numerev_2231

Résumé :

Notre article se propose de reprendre l'interrogation cherchant à savoir si « les humanités environnementales permettent d'analyser plus finement les multiples hybridations à l'œuvre » (Appel à communications du colloque « Humanités environnementales : Sciences, arts et citoyennetés face aux changements globaux, UMR SENS, SEH, MSH SUD, Montpellier, 5-7/10/2021) dans la gestion et les usages des milieux naturels, sauvages ou anthropisés. Il s'agit pour cela de nous focaliser sur un cas d'étude, la micro-région de Balagne, dans le nord-ouest de la Corse, afin d'observer le retour de pratiques solidaires autour de l'entretien et de l'aménagement d'espaces « naturels » situés à proximité des lieux de vie. Autour de ces espaces emblématiques de l'histoire locale et d'un certain mode de vie, des associations, mais aussi des habitants individuellement, se retrouvent pour réactiver des *chjame – operate*, opérations solidaires et collectives, jadis très importantes pour la cohésion et le bon fonctionnement des communautés rurales. Celles-ci s'ouvrent à présent à l'ensemble des composantes de l'écosystème, laissant percevoir une transition écologique et sociale inclusive envers le non-humain.

Abstract :

Our article aims to take up the question of whether 'environmental humanities allow us to analyse in greater detail the multiple hybridisations at work' (Call for papers for the conference 'Environmental Humanities: Science, the Arts and Citizenship in the Face of Global Change', UMR SENS, SEH, MSH SUD, Montpellier, 5-7/10/2021) in the management and use of natural, wild or anthropised environments. The aim is to focus on a case study, the Balagne micro-region in north-west Corsica, in order to observe the return of solidarity-based practices around the upkeep and development of 'natural' areas located close to where people live. Around these spaces, which are emblematic of local history and a certain way of life, associations, but also individual residents, are coming together to reactivate chjame - operate, collective solidarity operations, which were once very important for the cohesion and smooth running of rural communities. These are now opening up to all the components of the ecosystem, suggesting an ecological and social transition that is inclusive of non-humans.

Mots-clés :
Communs, Corse, Milieu rural, Transition écologique et sociale, Solidarités, Common, Corsica, Natural environment, Ecological and social transition, Solidarity

---

Introduction

Dans cette courte contribution, nous souhaitons poser le cadre d'une réflexion en cours portant sur le renouvellement des solidarités traditionnelles corses, dans un contexte de crise écologique majeure questionnant les relations habitantes à leurs milieux de vie. Celle-ci trouve sa place au sein d'une réflexion collective portant sur les humanités environnementales et les transformations du « gouvernement de la nature ».

Cet objet de recherche a émergé lors d'une étude menée entre 2014 et 2018, avec la Fondation de France – Programme Mer & Littoral[1], concernant les politiques et les usages autour des sentiers de promenade et de petite randonnée. Le territoire concerné est soumis à une forte pression anthropique, du fait d'une économie touristique estivale dominante, et pour autant encore relativement préservé par rapport à d'autres littoraux méditerranéens, même si la pression foncière est réelle. Il s'agit du littoral corse de Balagne, situé au nord-ouest de l'île. A travers l'entrée « sentiers de proximité », il s'agissait pour nous de questionner les mobilisations locales tournées vers la protection des patrimoines naturels et culturels, pour analyser leur rôle possible dans le renouvellement des politiques environnementales territoriales. Dans ce cadre, nous nous sommes intéressées avant tout aux pratiques habitantes (isolées et organisées), croisées avec la mise en place de politiques de transition écologique par les institutions[2] localement et les modes de gestion pratiqués concrètement, notamment par le Conservatoire du littoral et les acteurs précédemment cités en note.

Nous nous basons donc sur un cas d'étude particulier pour poursuivre notre réflexion quant aux rôles des solidarités traditionnelles dans une optique de résilience écologique et sociale. Cette recherche a démarré fin 2022[3] pour questionner l'évolution des principes solidaires corses à l'aune d'une prise de conscience de la fragilité de l'écosystème et de la biodiversité du territoire et la nécessité de s'organiser localement pour tenter d'inverser un processus de disparition des espèces et milieux et de concurrence avec des espèces invasives. Ce texte pose donc un contexte et de premiers jalons, à discuter et à approfondir. Il s'agit de postuler que les expérimentations locales, souvent issues de collectifs habitants, traduisent une relation forte au milieu vivant et à ses composantes non-humaines, et qu'elles peuvent constituer des modes de faire participatifs innovants, pouvant servir de relais aux politiques publiques et faisant des citoyens des acteurs engagés pour la protection de leur territoire (Melin et Poli, 2021).

Pour cela il convient de présenter les principales caractéristiques du territoire, pour comprendre les enjeux d'une transition écologique et sociale nécessaire et en train d'émerger (1). Dans un second temps, il importe de replacer le contexte culturel et historique des opérations solidaires – *chjame-operate* – en Corse, en les envisageant à la fois comme une composante majeure du mode de vie insulaire corse, pour conforter les liens de la communauté, et comme un moyen d'affirmer l'existence de lieux et de

pratiques destinés à tous, pouvant transcender la propriété privée pour unir habitats et habitants (2). Enfin, le dernier point postulera une possible réinvention des solidarités Hommes-Milieux comme mode de résilience écologique et sociale. Cela à travers le constat déjà établi d'une volonté habitante affirmée d'être associée aux décisions politiques et l'existence d'engagements environnementaux et sociaux faisant émerger des communs, et une solidarité écologique nouvelle envers la nature, dans la diversité de ses composantes, et les êtres humains (3).

Un cadrage territorial pour comprendre les enjeux des démarches solidaires aujourd'hui

La Balagne est une micro région structurée en « Pays », dotée d'un PETR (Pôle d'Equilibre Territorial et Rural), avec deux intercommunalités.

Le PETR « Pays de Balagne » a vu le jour en 2003, après fixation par le Préfet du périmètre définitif associant à l'époque trois communautés de communes (*Cinque Pieve*, Ile Rousse Balagne et Calvi Balagne). Il est conforté en 2009 par son passage sous statut de syndicat mixte. Sa préfiguration remonte à 1996 en tant que territoire test pour l'instauration de « Pays », à travers la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire de 1995. S'appuyant sur un projet de territoire et à travers l'élaboration et la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), c'est un acteur clé de la transition écologique et sociale de la Balagne et un acteur fédérateur de l'ensemble des communes concernées.

La Communauté de Communes de Calvi-Balagne compte 14 communes pour 12.572 habitants (INSEE, 2019), sur une superficie de 561 km². La ville de Calvi concentre la moitié des résidents permanents de l'intercommunalité et constitue le pôle d'attraction touristique balnéaire principal, avec une population qui passe de 5774 personnes (INSEE, 2019) à 50.000 durant l'été. Les deux autres communes comportant le plus d'habitants sont Calenzana (2461 en 2019) et Lumio (1260 en 2019).

La Communauté de Communes de l'Ile Rousse Balagne résulte de la fusion en 2017 de deux anciennes intercommunalités formant la moitié nord du territoire, la Communauté de communes *E Cinque Pieve di Balagna* (CC5P) et de la Communauté de communes du Bassin de Vie de L'Île-Rousse (CCBVIR). Elle compte aujourd'hui 22 communes pour 10.653 habitants (INSEE, 2019) et 361 km². La commune d'Ile Rousse est le pôle de vie principal avec 3163 personnes en 2019. Les deux autres communes les plus importantes en termes de résidents permanents sont Monticellu (1972 habitants) et Santa-Reparata-di-Balagna (1014 habitants).

La Balagne est un territoire rural à la fois littoral - avec 70 km de côtes rocheuses et sableuses - et montagneux, le plus haut sommet, la Punta Minuta culminant à 2556 m. « C'est une région granitique qui est faite d'une succession de petites plaines fertiles

adossées à un piémont sur lequel s'accrochent plus d'une vingtaine de villages perchés avec d'imposants sommets en toile de fond » (Conservatoire du littoral – rivages de Corse, 2015, p. 10). Il s'agit de la seconde destination touristique de Corse derrière la région d'Ajaccio (Tafani, Maupertuis et Pieri, 2012). La Balagne est aussi une terre agropastorale, avec une production autrefois importante de fruitiers à travers des vergers d'oliviers et d'amandiers, une production céréalière, ainsi que l'élevage d'ovins et de caprins (Tafani, 2010). Longtemps considérée comme « le jardin de la Corse » (Cancellieri et Maupertuis, 2016), la Balagne a connu un déclin de ce secteur d'activités pour différentes raisons (incendies, maladie des châtaigniers, déprise agricole avec l'avènement du tourisme…), et tente aujourd'hui un retour des activités agricoles, avec des principes de durabilité forte (bio, circuits courts, jardins partagés…).

C'est un territoire à enjeux, pris dans un processus d'urbanisation croissant, qui a vu depuis 1965 les tâches urbaines s'étendre de façon exponentielle tout au long de sa façade littorale et rétro-littorale (Conservatoire du littoral – rivages de Corse, 2015), les prix du foncier et de l'immobilier connaissant une hausse continue. Parallèlement, la déprise agricole a vu une progression du maquis et des chênaies, au détriment de paysages ouverts caractéristiques d'une activité agricole et maraichère à laquelle les habitants restent attachés au plan culturel et identitaire. Au plan environnemental, nous sommes face à un littoral fragile, riche en biodiversité mais aussi confronté à une forte progression de la présence d'espèces exotiques envahissantes, soumis aux risques liés à la surfréquentation touristique, non seulement via des pratiques néfastes des visiteurs (piétinements, dérangement de la faune, déchets, pollution) mais aussi du fait de la non adaptation des infrastructures (traitement de l'eau, recyclage, gestion des déchets, mobilité). Par ailleurs, comme le souligne l'antenne régionale du conservatoire du littoral, « les protections réglementaires et contractuelles sont peu nombreuses en Balagne » (Conservatoire du littoral, rivages de Corse, 2015, p. 10). Les zones de protection sont entrecoupées de terrains privés, et la mise en place d'une protection continue, comme du respect de la servitude littorale, progresse mais n'est pas encore finalisée. Depuis quelques années cependant, un rattrapage a été effectué, en particulier pour les zones protégées.

Un contexte historique et culturel favorable aux solidarités et aux communs

Qu'on la nomme *chjama* ou *chjamata* et *operata*, *(fr)aiutu* ou *spallata*, selon les micro-régions, la coutume de l'entraide est attestée depuis des siècles en Corse. Dans un premier temps, il s'agit pour le protagoniste, de faire savoir qu'il a besoin d'aide — hier par le « bouche à oreille » et aujourd'hui via les réseaux sociaux — c'est la première étape, *a chjama*[4]. S'ensuit une gestion bénévole et collective de la tâche à accomplir, *l'operata*[5] désignée par ailleurs *(fr)aiutu*[6] ou *spallata*[7]. Cette dernière se conclut toujours par un moment festif offert par la famille assistée.

Les paysans corses ont impulsé un système de collectivisme politique et économique dès le XIVe siècle, bousculant le joug féodal en réclamant un droit égal quant à la jouissance des biens communaux (Emmanuelli, 1957 ; Tiévant et Desideri, 1986). C'est le début de ce que l'on a appelé *a Terra di u Cumunu*, la Terre du Commun. Ces acquis ont perduré pendant l'époque génoise, avant de diminuer progressivement quand la Corse devient française au XVIIIe siècle. Néanmoins les historiens, les ingénieurs, les ethnologues et les écrivains qui ont parcouru l'île au XIXe siècle et au XXe siècle jusqu'à la fin des années soixante, continuent de rapporter le fonctionnement collectif qui permet aux villageois, souvent modestes, de surmonter notamment les aléas du travail de la terre (Ravis-Giordani, 1983 ; Guerrini, 2021).

Outre le contexte agricole et les moments de forte activité tels que la transhumance, la moisson, la tonte, les cueillettes, le travail de la charcuterie…, l'Homme a recours aux pratiques solidaires à d'autres occasions. Pour la construction d'une maison familiale, d'une clôture, la réfection d'un mur en pierre sèche, à l'occasion d'un évènement, par exemple un mariage, voire un enterrement[8], la coutume — encore vivante ici et là — veut que parents et amis se mobilisent pour prêter main forte à la famille, en participant aux différentes besognes.

Autre pilier de ce fonctionnement vertueux, le troc, *u barrattu* — système d'échange où l'argent est écarté au profit des compétences et des biens de chacun &mdash a longtemps permis aux familles de subsister tout en créant du lien social. Les témoignages que nous avons recueillis relatent une société dans laquelle l'argent est rare et où les productions s'échangent, entre pêcheurs et bergers, entre maraîchers et bouchers, etc.

Les ressources sont partagées, gérées et maintenues collectivement par la communauté, cette dernière entretenant un lien fort avec son environnement naturel. Plusieurs observateurs ont mis en avant la force de l'appartenance au lieu en Corse, qui s'explique, entre autres, par la géographie du pays, son caractère insulaire et par les singularités du droit coutumier de succession (Meistersheim, 2001 ; Lenclud, 2012). En effet, le rapport a été fait ici, bien avant l'heure de la crise écologique et sociale, entre les notions de solidarité et de commun et communauté.

Des solidarités qui se réinventent pour répondre à la crise écologique

Aujourd'hui, les habitants semblent de plus en plus conscients des défis écologiques, économiques, sociaux et culturels auxquels le territoire se confronte. Forts de ce passé communautaire, de multiples initiatives tentent de contrecarrer les effets du « tout-tourisme » débuté dans les années 1960, en ranimant les actions solidaires, pour promouvoir un mode de vie plus durable et plus égalitaire, entre humains et avec les non-humains.

Nous postulons que ces solidarités ont un rôle dans un processus de résilience socio-écologique du territoire, par l'engagement habitant qu'elles supposent et la dynamique d'une gouvernance partagée qu'elles imposent localement. Il s'agit de s'appuyer de façon interdisciplinaire sur les notions discutées actuellement du Commun et des communs pour voir s'il peut s'agir d'une façon de refaire du lien entre humains et non humains, de dépasser une relation strictement utilitaire et économique avec des « ressources », pour envisager des solidarités entre vivants et biotopes et privilégier les relations de coopérations, les symbioses des écologues, comme mode de gestion des milieux (Mathevet, 2012 ; Mathevet et al., 2013). L'objet de cette contribution n'est pas de s'attarder sur le cadrage théorique qui est le nôtre, qui fait l'objet d'une autre publication approfondie, en cours de soumission (Poli et Melin, en cours).

Nous allons donc ici, de façon synthétique, présenter plusieurs situations que nous analysons comme des *chjame-operate* « modernes », qu'elles se définissent elles-mêmes de cette façon ou non. Cela doit nous permettre à la fois d'illustrer l'implication habitante et le moteur que peut constituer cette dynamique, mais aussi envisager sa réception par les acteurs politiques et institutionnels dans l'optique d'une « transformation du gouvernement de la nature ».

Les *chjame* contemporaines se déclinent autour d'opérations visant la communauté locale, humaine comme non humaine. Elles relèvent toujours en partie de la gestion de la nature rurale, comme le fait d'aider un habitant à restaurer les murets de pierre sèche d'un jardin en terrasse, typique de l'agriculture de montagne méditerranéenne.

Ce type d'actions – qui calque la *chjama* traditionnelle du monde rural - est le plus répandu, encore aujourd'hui, notamment dans les exploitations viticoles, ou lors de la *tundera* (tonte). Il se pare cependant à présent de motifs écologiques, notamment pour restaurer les infrastructures des eaux de ruissellement, pour l'irrigation et pour lutter contre l'érosion des sols. Une réinvention très récente peut aussi se voir sur les petites exploitations maraichères en bio qui disposent de peu de moyens financiers et techniques et ont donc recours à la solidarité, en mobilisant notamment à la pratique du *woofing*. Ces actions solidaires apparaissent comme un premier niveau d'ouverture vers les autres qu'humains, car elles visent en partie - en améliorant des milieux occupés par des activités anthropiques - à améliorer aussi l'état des sols et de la biodiversité afférente. C'est le cas quand la restauration de murets en pierre sèche permet le retour d'insectes, de lézards ou de plantes de muraille. C'est également le cas quand le nettoyage d'une rivière ou d'un cours d'eau protège les espèces inféodées (Poli et Melin, en cours).

Des *chjame-operate* environnementales, à destination d'une nature « sauvage » et non plus agricole, ont également lieu en Balagne, tournées vers la restauration écologique du littoral ou la protection de rivières de montagne. En 2016, la création d'une association, *Tavignanu Vivu*, contre l'enfouissement de déchets à proximité du fleuve *Tavignanu*, en Centre Corse, en est un exemple. En Balagne littorale, c'est le cas notamment autour d'actions collectives d'arrachage de griffes de sorcières le long du sentier côtier, avec l'association *I Sbuleca Mare*. Cette plante invasive venue d'Afrique

du sud est bien connue, elle s'échappe des jardins et des propriétés pour coloniser les sols sableux et étouffer la flore locale. Via les réseaux sociaux et la presse locale, des habitants, mais aussi des visiteurs présents à ce moment-là, viennent donner un coup de main pour arracher la plante et la faire sécher sur les rochers. Ces actions rassemblent entre 30 et 50 personnes par sortie depuis plus d'une dizaine d'années. Il en est de même quand des collectifs ou des citoyens réclament des zones et des temps de quiétude, et donc d'absence totale de présence humaine, pour la tranquillité d'espèces, telles que le Balbuzard dans la Réserve naturelle de *Scandula*. La mobilisation autour de celle-ci s'est traduite par un arrêté préfectoral interdisant toute activité maritime du 15 mai au 31 juillet 2023[9]. C'est ici l'intérêt des vivants et non-vivants autres qu'humains, et même en dehors d'eux, qui est pointé (Maris, 2018 ; Revet, 2022).

Enfin, des *chjame* couplent des activités récréatives et de loisirs-nature avec la nécessité d'entretenir des espaces de maquis ayant tendance à se refermer, depuis le déclin de l'activité agro-pastorale. Des associations de randonnée, de course et de trail en particulier, telle la *Ghjuventu Petralbinca* à Pietralba, se mobilisent pour débroussailler d'anciens sentiers communaux afin de les rouvrir pour l'organisation de manifestations sportives. Ces actions sont alors menées avec l'accord et souvent avec la participation des communes et des intercommunalités, en lien avec la politique d'aménagement et de tourisme durable du territoire, cherchant à rééquilibrer la fréquentation touristique entre bords de mer et intérieur des terres.

Notre recherche est en cours pour démultiplier les observations de ce type d'actions. Il s'agit d'aller regarder comment se déroulent les interactions entre initiatives sociales et actions politiques, afin de comprendre dans quelle mesure l'implication habitante, reposant sur l'attachement aux lieux et aux espèces (Bousquet et al., 2022), est ou non prise en compte dans les processus d'aménagement et de développement. L'hypothèse en cours de travail est que les dimensions « sensibles » et affectives des relations à la nature et à la culture, qui s'incarnent dans l'investissement local auprès des espaces naturels familiers, sont une composante indispensable pour penser et agir de façon durable sur les territoires (Escobar, 2018).

Conclusion

Le constat du développement de collaborations entre société civile, gestionnaires du territoire et acteurs politiques sur différents fronts couplant les dynamiques sociales et écologiques, reste à conforter. Il convient de continuer les recherches pour mesurer les possibilités de réduire conjointement les inégalités écologiques et les inégalités sociales (Bourg, 2020).

Par ailleurs, les concepts et les pratiques autour des opérations solidaires et des communs sont à étudier aujourd'hui sous différents prismes. Depuis quelques années, la tradition des *chjame* est fréquemment convoquée par différents acteurs qui appellent

à se mobiliser. L'appel à se rassembler (ou à agir) peut indifféremment émaner d'un parti politique, d'une association culturelle, d'un club sportif, d'organismes du secteur sanitaire ou social. Jouant sur la connivence, les personnes à l'origine du rassemblement, utilisent fréquemment les termes vernaculaires, *chjama* (et parfois *operata*), a priori porteurs de valeurs de partage transmises par les générations passées, pour sensibiliser au maximum les citoyens.

C'est d'ailleurs auprès de ceux qui représentent aujourd'hui les garants d'un mode de vie davantage en harmonie avec la nature, ceux que Michel Serres appelait « les pères nourriciers de l'humanité », que nous devons apprendre et reconstruire le lien au territoire, notamment en recueillant et en écoutant la parole des anciens, essentiellement dans leur langue maternelle, celle dans laquelle ils ont évolué dans la société agropastorale qui a perduré jusqu'aux années 60-70. En effet, la langue est une composante de l'attachement et peut donc être un outil pour offrir un avenir aux socio-écosystèmes, dans le sens d'un lien « inter-espèces » réaffirmé. Elle n'est pas un simple moyen de communication, dans le sens où elle définit les contours d'une communauté. Elle donne accès au « système de sens » du groupe — qui peut être une communauté d'humains et de non humains — et engage un certain type de relations aux milieux.

Bibliographie

Appel à communications du colloque « Humanités environnementales : Sciences, arts et citoyennetés face aux changements globaux », Montpellier, du 5 au 7 octobre 2021, UMR SENS, SEH et MSH SUD.

Bourg, D. (2020). Inégalités sociales et écologiques. Une perspective historique, philosophique et politique. *Revue de l'OFCE*, 2020/, 165, 21-3434

Bousquet, F., Quinn, T., Jankowski, F., Mathevet, R. Barreteau, O., et Dhénain, S. (2022). *Attachements et changement dans un monde en transformation*. Paris : Quae, « Nature et Société »

Cancellieri, J-A., Maupertuis, M-A. (2016). *Le Jardin de la Corse ; la Balagne entre villes et campagnes (XIe-XXIe siècle)*. Paris : CNRS.

Conservatoire du littoral, Délégation des rivages de Corse (2015). *Stratégie d'intervention 2015-2050, Corse*. Paris : Eds. du Conservatoire du littoral

Emmanuelli, P. (1957). *La « Terre du commun » : quatre siel□cles de collectivisme agraire en Corse, 1358-1768*. Paris : La Pensel□e Universitaire.

Escobar, A. (2018). *Sentir-penser avec la terre. Une écologie au-delà de l'Occident*. Paris : Seuil, « Anthropocène ».

Guerrini, G. (2021). L'introuvable Terra di u Cumunu ? Genèse, évolutions et perspectives des terres collectives de la montagne corse. *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], (109-1). Consulté le 17 octobre 2022. URL : http://journals.openedition.org/rga/8289 ; DOI : https://doi.org/10.4000/rga.8289

Lenclud, G. (2012). *En Corse. Une société en mosaïque*. Paris : Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme.

Maris, V. (2018). *La Part sauvage du monde. Penser la nature dans l'Anthropocène*. Paris : Seuil

Mathevet, R. (2012). *La solidarité écologique*. *Ce lien qui nous oblige*. Paris : Actes Sud.

Mathevet, R., Lepart, J., et Merlot, B. (2013). Conflits d'usages et solidarités écologiques : vers l'intendance environnementale des territoires. In : A. Euzen, L. Eymard, et F. Gall (dir.), *Le développement durable à découvert*. Paris : Eds. du CNRS, 192-193.

Meistersheim, A. (2001). *Figures de l'île.* Ajaccio : DLC Editions.

Melin, H., Poli, M. (2021). Comment habiter un littoral insulaire touristique ? Pratiques et histoires locales utour de sentiers pédestres comme preuves de l'investissement ilien. *Norois*, 2021/2, n° 259-260, 17-33

Ravis-Giordani, G. (1983). *Bergers corses - Les communautés villageoises du Niolu*. Saint Rémy de Provence : Edisud.

Revet, S. (2022). « Le fleuve et ses gardiens. Droits bioculturels en action sur le fleuve Atrato », *Terrains* [En ligne], mis en ligne le 03 mars 2022. Consulté le 5 juillet 2022. URL : http://journals.openedition.org/terrain/22695. DOI : https://doi.org/10.4000/terrain.22695

Serres, M. (2018). *Le contrat naturel*. Paris : Éditions Le Pommier.

Tafani, C. (2010). Littoral corse : entre préservation de la nature et urbanisation, quelle place pour les terres agricoles ? *Méditerranée*, 115, 2010, 79-91.

Tafani, C., Maupertuis, M-A., et Pieri, X. (2012). Impact du tourisme sur le prix du foncier agricole en Corse : la durabilité de l'agriculture littorale en question. In : Mésini, B. (dir.), *Aménagement durable des territoires méditerranéens*. Aix-en-Provence, PUAM, coll. Espace et Développement durable, 73-87

Tiévant, C., et Desideri, L. (1986). *Almanach de la mémoire et des coutumes : Corse*. Paris : Albin Michel.

[1] Projet SLIDE – Quels Sentiers LIttoraux pour DEmain, analyse prospective et pluridisciplinaire des sentiers côtiers en Méditerranée, 2014-2018, Fondation de France. Nous souhaitons remercier la Fondation de France, programme Mer & Littoral, ainsi que l'Observatoire Hommes – Milieux du Littoral Méditerranéen – Labex DRIHMM, pour le soutien apporté, permettant le déploiement des recherches.

[2] Direction Départementale des Territoire et de la Mer, Office de l'Environnement de la Corse, Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays de Balagne, Communautés de Communes et communes.

[3] Projet SOLITTORAL – Dynamiser un réseau d'acteurs locaux autour des pratiques de *chjame - operate* en territoire littoral balanin (Corse) : une réactivation des solidarités traditionnelles et des communs comme support à une transition écologique et sociale partagée. Fondation de France, programme Mer & Littoral, 2022-2024 - https://clerse.univ-lille.fr/projets-partenariats/projets-nationaux-et-regionaux. Projet Désir-Litto – Désirables et indésirables en bords de mer et sur les plages. Les cas de la Posidonie et de la Griffe de sorcière en Balagne (Corse) et Marseille (Provence) - https://www.ohm-littoral-mediterraneen.fr/recherche/projets-finances

[4] *A chjama* - littéralement « l'appel » - se fait de manière tacite.

[5] Du latin *operare* « travailler ».

[6] Littéralement « entraide ».

[7] Littéralement « épaulée », dans le sens de « soutien » ; équivalent de « coup de main ».

[8] Dans ce cas précis, on évoque *u cunfortu* (littéralement « le confort », « le réconfort ») pour désigner le repas (souvent préparé avec l'aide des amis et des voisins) que la famille offre aux personnes venues présenter leurs condoléances.

[9] https://www.corsematin.com/articles/balbuzards-de-scandola-un-arrete-interdit-la-navigation-140824.